

Kanako UZAWA

Jeff GAYMAN

Fumiya NAGAI

Le peuple aïnou¹ a une nouvelle fois été placé sous le feu des médias en 2020, après la mise en place de la Nouvelle Loi relative aux Aïnous en 2019², avec l'ouverture en juillet 2020 d'un nouveau musée national aïnou : le complexe Musée et Parc nationaux Upopoy (ci-après : Upopoy). De nombreux problèmes subsistent néanmoins concernant l'avancement des politiques concernant les populations autochtones, notamment à propos de l'auto-détermination et du consentement préalable, libre et éclairé.

Concernant l'impact de la pandémie de la Covid-19, aucun décès n'a été rapporté au sein des Aïnous du Japon. Cependant, les communautés de Hokkaidō ont souffert de difficultés économiques et ont peiné à maintenir leurs modes de vie, comme cela a été le cas dans toutes les autres sociétés. Les Aïnous travaillant à leur compte dans le secteur du tourisme, dont l'industrie occupe une place centrale au sein de l'économie de Hokkaidō, ont été particulièrement touchés³. De plus, les débats publics critiques pointant les limites des politiques dérivant de la Nouvelle Loi relatives aux Aïnous ou de la gestion d'Upopoy se sont vus brusquement interrompus à cause de la pandémie, alors que ces questions étaient arrivées à un moment critique en terme de lobbying 4.

Le Musée et Parc nationaux Upopoy

Suite à des politiques favorables aux droits des Aïnous au Japon, grâce au vote du gouvernement japonais en faveur de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) en 2007, puis à la reconnaissance officielle des Aïnous en tant que peuple autochtone du Japon en 2008, le Conseil pour la promotion de politiques en faveur des Aïnous, présidé par le gouvernement, a proposé en 2009 la création d'un « espace symbolique pour l'harmonie entre les peuples ». Cette proposition a pris forme de façon concrète une décennie plus tard, en juillet 2020, avec l'inauguration du Musée et Parc nationaux aïnous Upopoy dans la ville de Shiraoi, à Hokkaidō. Ce complexe est géré par la Fondation pour la promotion et la recherche sur la culture aïnoue⁵.

Upopoy, dont le coût s'est élevé à quelque 152 millions d'euros⁶, est la première structure nationale établie en l'honneur des Aïnous. Son objectif est la promotion de leur culture et l'amélioration de leur perception auprès du grand public. Upopoy se dresse sur le lieu de l'ancien Musée aïnou de Shiraoi et remplace celui-ci. Le Musée aïnou de Shiraoi était une institution indépendante privée, gérée par une association aïnoue fédérative de portée générale. En terme de taille, le nouveau Musée national dépasse maintenant les dimensions de l'exposition permanente sur les Aïnous du Musée de Hokkaidō, géré par le département et situé dans la ville de Sapporo. Le complexe Upopoy occupe plus de 100 000 mètres carrés et comprend trois zones distinctes visant à exposer et à préserver la culture aïnoue : le bâtiment du Musée national, un Parc national pour l'Harmonie entre les peuples, et, enfin, une structure mémorielle visant à

conserver les dépouilles des ancêtres⁷. Le journal *Hokkaido Shimbun* a compilé les données de l'enquête menée en 2019 par le ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, de la science et des technologies (MEXT). Ce rapport de 2019 du MEXT montrait que quelque 1574 dépouilles humaines d'Aïnous étaient toujours conservées par douze universités dans le pays. Quelques-unes de ces dépouilles ont pu être rétrocédées sur demandes de personnes individuelles ou de communautés. La structure mémorielle d'Upopoy renferme présentement les restes humains de 1323 Aïnous, ainsi que 287 boîtes contenant des dépouilles humaines agglomérées ; cette structure est considérée comme un « lieu de repos temporaire » pour ces ancêtres, en attendant qu'ils puissent retourner auprès de leur communauté d'origine, lorsque demande en sera faite⁸. La résistance opposée à la rétrocession des dépouilles aïnoues a, inversement, mis en lumière la nature problématique et non-éthique des travaux conduits par les universitaires aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles.

Le Musée a été bien accueilli par certains Aïnous, en tant que première étape afin d'améliorer la perception qu'a d'eux la population japonaise, ou afin de leur permettre de trouver un travail autorisant la pratique de leur culture⁹. Cependant, des activistes aïnous ont critiqué Upopoy en estimant que la « culture » qui y était exposée ne serait pas authentique¹⁰, que les informations communiquées au public n'expliqueraient pas suffisamment la nature coloniale de l'histoire des Aïnous¹¹, que les voix des communautés locales n'auraient pas été suffisamment prises en compte dans le projet puis dans l'exhibition finale¹², que la présence d'une structure mémorielle ne peut se substituer à des excuses de la part des universités¹³ pour la peine et la douleur que leur recherche hautement problématique et non-éthique sur des corps aïnous a provoquées¹⁴, et enfin que le processus de rétrocession des corps tel que l'organise cette structure mémorielle est insuffisant¹⁵.

L'absence d'auto-détermination et de consentement préalable, libre et éclairé

Dans un même temps, au-delà des problèmes soulevés concernant la participation des Aïnous à la gestion d'Upopoy, les activistes aïnous continuent à critiquer la non-reconnaissance par le gouvernement japonais du droit des Aïnous à l'auto-détermination¹⁶, qui constitue le principal défaut de la Nouvelle Loi relative aux Aïnous. Des difficultés en nombre important ont ainsi été mises en lumière en 2020.

En premier, les querelles se poursuivent à propos du droit des Aïnous à utiliser librement leurs terres et leurs ressources pour le développement de leur communauté. Ces problèmes apparaissent de façon récurrente concernant leurs droits de pêche en rivière. Cependant, l'enjeu réel touche à la restauration du droit des Aïnous à l'autodétermination sur les territoires qui leur ont été dérobés lors de leur colonisation puis incorporation au sein de l'État japonais¹⁷.

Les poursuites qui avaient été intentées en septembre 2018 contre le pêcheur aïnou Hatakeyama Satoshi¹⁸, pour avoir pris des saumons sans autorisation, ont finalement été interrompues par la cour locale d'Ashikawa en juillet 2020. Hatakeyama, âgé de 79 ans, avait eu depuis un AVC et est hospitalisé depuis le printemps 2020. La raison pour laquelle les charges ont finalement été abandonnées n'a pas été rendue publique, mais on peut estimer qu'une condamnation de cet homme par une cour de justice aurait donné une image terrible du département de Hokkaidō et de l'État japonais¹⁹. Que les poursuites se soient vues interrompues, plutôt qu'elles aient été reconnues sans objet, fait que les menaces contre l'activité aïnoue de pêche continuent

d'exister, puisque celle-ci reste toujours potentiellement « illégale ». Les soutiens aïnous ou non de Hatakeyama rassemblent des signatures afin de présenter une pétition au président du conseil départemental de Hokkaidō en vue de faire corriger cette situation.

Dans un même temps, la Nation Aïnoue de Rahoro – une autre organisation aïnoue, basée dans la ville de Rahoro – a choisi une voie différente afin de recouvrer le droit des Aïnous sur leurs ressources. La Nation de Rahoro a entamé une procédure judiciaire à l'encontre de l'État japonais et du département de Hokkaidō afin de faire confirmer par une cour de justice que le droit de pêche des Aïnous en rivière n'a en réalité jamais été aboli par quelque loi japonaise²⁰. Cette procédure judiciaire constitue un tournant historique au sein de l'ensemble du processus de colonisation et d'annexion de l'île de Hokkaidō. L'avenir montrera comment se conclura cette procédure. Mais si les arguments principaux des plaignants étaient amenés à être reconnus en l'état, cela pourrait conduire à faire reconnaître de nombreux autres droits des Aïnous. On peut s'attendre à ce que l'État se défende bec et ongles contre la demande de ces plaignants.

En octobre 2020, constituant un exemple parfait d'affront au la notion de consentement préalable, libre et éclairé à des projets de développement menés sur des terres autochtones, deux municipalités de Hokkaidō – les villes de Suttsu et de Kamuynai – ont accepté de devenir des sites pouvant recevoir des déchets nucléaires, sans consultation aucune du peuple aïnou. Des organisations citoyennes comprenant des membres aïnous ont soumis des avis aux maires de ces deux municipalités²¹ afin de dénoncer les décisions des autorités et pour souligner qu'elles constituaient des entorses à la règle de consentement préalable, libre et éclairé. Compte-tenu du fait que ni le département, ni l'État n'ont ne serait-ce que mentionné les populations aïnoues lors de leurs échanges avec ces deux villes, ce conflit soulève de nouvelles interrogations quant à la capacité du département ou de l'État à intervenir dans l'intérêt des populations autochtones et de la préservation de leurs droits²².

La Covid-19 à Okinawa

Durant l'année 2020, la Covid-19 a été à l'origine de nombreux problèmes chez les Okinawans, comme elle l'a été pour l'ensemble des peuples autochtones du globe. Après que le premier cas a été confirmé en février, une augmentation importante des contaminations²³ a fait grimper Okinawa à un taux pour 100 000 habitants supérieur à la moyenne nationale. Ce taux a encore continué à augmenter ensuite²⁴. On estime que l'une des cause de ce phénomène réside dans les déplacements vers ou depuis Okinawa, qui ont été encouragés par le gouvernement à partir juillet afin de soutenir le tourisme et une économie déprimée, comme l'a souligné le président du conseil départemental d'Okinawa²⁵. Les infections secondaires à Okinawa via le personnel des bases militaires américaines constituent un autre point d'inquiétude. Mais les autorités militaires américaines n'ont partagé presque aucune information concernant l'augmentation du nombre de contaminations dans les bases²⁷, dissimulant par exemple la nature des voies de transmission. De plus, selon les média le personnel militaire américain n'était pas intégralement soumis à des tests Covid-19 à son entrée dans Okinawa, au moins jusqu'à la fin du mois de juillet²⁸.

Comme partout ailleurs dans le monde, la Covid-19 a bouleversé nombre des projets concernant les droits humains, puisque beaucoup de rassemblements, réunions ou événements ont dû être repoussés ou annulés. C'est ainsi que les dates du procès concernant la rétrocession de dépouilles d'ancêtres ont été repoussées, tandis que le nombre de sièges alloués au public dans les procès publics a été considérablement

réduit²⁹. Mais la migration de nombreux événements vers internet – tel le cas du symposium portant sur les bases américaines en décembre – a pu dans un même temps permettre de toucher des audiences plus larges ainsi que de renforcer les alliances³⁰.

Les débats sur l’autochtonie

L’un des débats les plus significatifs, courant sur de nombreuses années, porte sur le caractère autochtone ou non des Okinawans. De nombreuses administrations locales à Okinawa ainsi que dans les îles principales du Japon où la pétition a circulé, ont adopté des résolutions à ce sujet ces dernières années. Elles appellent toutes le gouvernement japonais à travailler avec des organes des Nations Unies relatifs aux droits humains tel que le Comité pour l’élimination de la discrimination raciale (CERD) ou le Comité des droits de l’homme, afin de convaincre ceux-ci de supprimer leurs recommandations demandant à faire reconnaître les Okinawans comme un peuple autochtone du Japon. En réponse à l’une des plus récentes résolutions de ce type, qu’avait adoptée le conseil municipal de Ginowan en décembre 2019, le Conseil Pan-Okinawan pour les Droits Humains a produit une déclaration en novembre 2020 dans lequel il a critiqué ladite résolution de la ville de Ginowan pour son incapacité à comprendre le droit international en faveur des droits humains et pour sa façon de considérer les peuples autochtones selon des critères purement biologiques sans prendre en compte la notion de porteurs de droits collectifs comme définie par le droit international³¹. De nombreuses opinions ont été exprimées en 2020 par des individus ou dans des éditoriaux de presse à ce sujet, que ce soit en soutien aux recommandations des organes des Nations Unies ou bien afin de les critiquer, ce qui a eu pour effet de stimuler le débat concernant la notion de peuple autochtone des îles Ryūkyū³².

Les bases militaires américaines

Un autre combat en cours concerne les bases militaires américaines installées à Okinawa, et notamment le projet du gouvernement japonais de construire une nouvelle base à Henoko. Les efforts concernant les terrains pour la base ont été menés depuis décembre 2018 et se sont poursuivis durant toute l’année 2020 avec seulement une pause entre avril et juin du fait de la Covid-19³³. Le gouvernement japonais avance le plan prévu³⁴, sans considération aucune pour l’opposition des Okinawans, qui a été exprimée notamment lors d’un référendum local en février 2019 lors duquel plus de 70% des votes étaient opposés à la construction³⁵. Les opposants ont continué à organiser des *sit-in* afin de protester contre la construction, pour un total de 6000 jours en date de septembre³⁶. Parmi les nombreux procès menés³⁷, la Cour suprême japonaise a statué en faveur du gouvernement en mars 2020, rejetant les poursuites intentées par le département d’Okinawa afin de faire interrompre les travaux d’établissement du terrain de la base³⁸. En novembre, la cour locale de Naha a elle aussi rejeté une autre poursuite intentée par le département d’Okinawa, qui a fait appel en décembre³⁹.

De façon notable, la jeunesse d’Okinawa s’est activement impliquée dans le combat contre tous ces problèmes, notamment contre la construction d’une nouvelle base militaire à Henoko. Le référendum local de 2019 a ainsi été proposé puis porté par l’un de ces jeunes Okinawan, Motoyama Jinshirō, qui a effectué de nombreuses interventions en 2020 et les années précédentes dans l’ensemble du Japon⁴⁰. Motoyama et un groupe d’autres jeunes Okinawans ont aussi transmis des pétitions auprès d’administrations locales à Okinawa et dans le reste du Japon, afin de demander le

respect du résultat de ce référendum et l'arrêt des travaux⁴¹. La pétition a été reçue par de nombreuses administrations locales, dont l'assemblée départementale d'Okinawa en mars 2020⁴². Un jeune activiste okinawan a également réalisé des vidéos sur YouTube afin de présenter le contexte historique⁴³. Enfin, en février, 40 étudiants de l'Université internationale d'Okinawa ont envoyé des lettres au Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres, l'invitant à venir sur place afin de constater par lui-même la situation des droits humains à Okinawa⁴⁴.

Le mouvement en faveur des rétrocessions

La rétrocession des dépouilles humaines d'Okinawans constitue elle aussi un grand problème. En 2020, ont eu lieu les 5^e, 6^e et 7^e auditions dans le cadre du procès mené contre l'Université de Kyōto⁴⁵, débuté en décembre 2018 à propos des restes humains emportés par des anthropologues au début du 20^e siècle⁴⁶. Les plaignants ont exigé que ces dépouilles ancestrales leur soient rétrocédées, en prenant appui sur l'article 12 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP). L'Université de Kyōto, en position d'accusée, refuse l'idée d'autochtonie à Okinawa ainsi que de rendre les restes humains en question⁴⁷. Tandis que cette bataille judiciaire se poursuivait, la commission éducative du département d'Okinawa a mené en juillet 2020 une enquête concernant 63 ensembles de restes humains qui avaient été transférés en mars 2019 depuis l'Université nationale de Taiwan – anciennement université impériale japonaise. Cette commission a été établie selon des critères bureaucratiques japonais : ainsi a-t-elle mené son enquête au mépris des demandes de rétrocession et de ré inhumation en extérieur faites par les familles⁴⁸. Qui plus est, l'organisme de recherche placé sous la supervision de cette commission, et en possession de ces restes humains, a refusé en octobre 2020 les demandes de plusieurs Okinawans de réaliser des rites pour leurs ancêtres dans les bureaux de l'organisme⁴⁹.

Le 1^{er} décembre, alors que se tenait la rencontre en ligne sur la région Asie Pacifique, lors de la 13^e session du Mécanisme d'experts des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le professeur Matsushima Yasukatsu a lu un communiqué commun à ce sujet, au nom de deux organisations pour les droits autochtones, Nirai Kanai nu Kai et Shimin gaiko Centre. Ce communiqué indiquait comme suit, soulignant la violation qui avait eu lieu des droits humains de peuples autochtones : « *Le pillage de tombes, le stockage et la recherche conduits par des institutions universitaires sur les dépouilles de nos ancêtres ont profondément blessé nos pratiques funéraires, notre monde spirituel, le calme de nos esprits, et notre dignité comme êtres humains* »⁵¹.

Autres incidents

De nombreux événements ont eu lieu en 2020, contribuant à mettre en lumière la situation des droits humains à Okinawa. Notamment, la 34^e Assemblée pour la recherche et la formation relativement aux droits humains a été organisée, pour la première fois, à Okinawa en février. Les intervenants et participants, plus de 1000 personnes au total, ont discuté à propos de divers problèmes concernant les droits humains dans ces îles, notamment la discrimination structurelle, les politiques d'assimilation menées de par l'histoire, et la violence sexuelle⁵². Le même mois, l'Université Meiō a tenu un symposium international à propos de la revitalisation des langues d'Okinawa et de l'éducation culturelle⁵³.

Les combats en cours pour les droits humains continueront en 2021. L'impact de la Covid-19 persistera et davantage de travail sera nécessaire pour répondre aux problèmes

auxquels la population fait face, notamment la construction d'une nouvelle base à Henoko, la rétrocession des restes humains, ou encore le débat sur l'autochtonie des Okinawans.

Notes et références

- (1) Les données pour Hokkaidō proviennent de l'*Enquête sur l'existence des Aïnous*, réalisée en 2017 par l'administration départementale de Hokkaidō en collaboration avec l'Association des Aïnous (HokkaidoGovernment, Environment and Lifestyle Section. 2017. *Hokkaidō Ainu seikatsu jittai chōsa* [Enquête sur les modes de vie des Aïnous de Hokkaidō]. Site consulté le 10 janvier 2019 : <http://bit.ly/2Eoonlh>). Les données pour le reste du Japon proviennent de l'*Enquête sur l'existence des Aïnous hors de Hokkaidō*, réalisée en 2011 par le Conseil pour la Promotion de Politiques en faveur des Aïnous (*Ainu seisaku no arikata ni kan suru yūshikisha kondankai hōkokusho* [Rapport de la discussion des experts concernant la forme de la politique aïnoue]. Site consulté le 10 janvier 2019 : <http://bit.ly/2EjY1kr>). Beaucoup de personnes ayant des ancêtres aïnous ne s'identifient pas comme tel en public afin d'éviter d'être l'objet de discrimination ou de stigmatisation au sein de la société japonaise. Les observateurs aïnous estiment que la population ayant une ancestralité aïnoue comprendrait aujourd'hui entre 100000 et 300000 personnes, dont quelque 5000 personnes dans la région du Kantō (Tōkyō, Yokohama et alentour). Voir le contenu du rapport pour le détail de l'enquête de 2017.
- (2) Gayman, Jeff, and Kanako Uzawa. « Japan. » in *The Indigenous World 2020*, edited by Dwayne Mamo, 267-273. Copenhagen: IWGIA, 2020. https://iwgia.org/images/yearbook/2020/IWGIA_The_Indigenous_World_2020.pdf
- (3) Kimura, Fumio, au nom du Citizens' Group for Ancestral Remains of Biratori, Monbetsu Ainu Association, Alliance for the Achievement of Ainu (=Human Beings) Rights, Citizens' Alliance for The Examination of Ainu Policy, Sapporo Freedom School « YU ». Déclaration des Aïnous de Hokkaidō lors de la 13^e session de l'EMRIP sur l'Asie et le Pacifique (réunion en ligne), 2 Décembre 2020 : <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/IPeoples/EMRIP/Session13/submissions/AP/2020-12-01-statement-hokkaido-ainu.pdf>
- (4) Kimura, Ibid.
- (5) Musée et Parc nationaux Upopoy. « About Upopoy. » Consulté le 10 janvier 2021. <https://ainu-upopoy.jp/about/>
- (6) Bassetti, Francesco. « Japan opens the Upopoy Museum, the first dedicated to Ainu indigenous identity. » Lifegate Homepage, 22 juillet 2020. Consulté le 17 Décembre 2020. <https://www.lifegate.com/upopoy-museum-ainu-japan>
- (7) Bassetti, Ibid.
- (8) *Hokkaido Shimbun*. « Ainu repatriation stalled 202 bodies and 59 boxes in 8 universities stakeholders demand more positive involvement from State one year after aggregation of remains at Upopoy. » Hokkaido Shimbun Press, 27 Décembre 2020. <https://www.hokkaido-np.co.jp/article/496226>
- (9) Ukaji, Shizue. « The point is how to best foster the Upopoy. Special Issue: How do the Ainu see 'Upopoy'? », *Gekkan Ki*. Tokyo: Fujiwara Shoten, p.2
- (10) Bassetti, Francesco. « Japan opens the Upopoy Museum, the first dedicated to Ainu indigenous identity. » Lifegate Homepage, 22 juillet 2020. Consulté le 17 Décembre 2020. <https://www.lifegate.com/upopoy-museum-ainu-japan>
- (11) *Hokkaido Shimbun*. « Symposium on Upopoy, Sapporo. Face history, transmit culture. » Hokkaido Shimbun Press, 25 Août 2020. Article d'origine en possession de l'auteur.
- (12) *Hokkaido Shimbun*, Ibid.
- (13) Quelque 200 corps ou restes humains d'Aïnous seraient toujours en possession de diverses universités ou musées japonais, notamment parce que certains des descendants ont refusé un transfert vers le mémorial d'Upopoy. La question du refus d'exprimer des excuses, de la part des universités est liée.
- (14) *Hokkaido Shimbun*. « Ainu people claim "Japanese State violates rights". Four organizations deliver statement at UN online conference. » Hokkaido Shimbun Press, 2 Décembre 2020. Consulté le 17 Décembre 2020. <https://www.hokkaido-np.co.jp/article/487337>
- (15) *Hokkaido Shimbun*, Ibid.
- (16) Gayman, Jeff, and Kanako Uzawa. « Japan. » in *The Indigenous World 2020*, edited by Dwayne Mamo, 267-273. Copenhagen: IWGIA, 2020. https://iwgia.org/images/yearbook/2020/IWGIA_The_Indigenous_World_2020.pdf
- (17) Centre for Environmental and Minority Policy Studies (CemiPos), Citizens'Alliance for the Examination of Ainu Policy, Monbetsu Ainu Association, Sapporo Freedom School. 2 décembre 2020. Soumis à la commission pour les droits humains de l'ONU à Genève pour l'évaluation périodique du Japon. https://docs.google.com/document/d/1pMd_aZkUZlJrpAdcDXdleXIOoFQ7uEflq0nBrL2rHxc/edit Voir aussi: Bassetti, Ibid, and Kimura, Ibid, p.1.
- (18) Gayman, Jeff, Kanako Uzawa. « Japan. » In *The Indigenous World 2020*, edited by Dwayne Mamo, 267-273. Copenhagen: IWGIA, 2020. https://iwgia.org/images/yearbook/2020/IWGIA_The_Indigenous_World_2020.pdf
- (19) IPRI (Indigenous Peoples Rights International). « Criminalising Rituals and Traditional Occupations: The Struggle of Ainu in Japan, A Century Hence. » 9 septembre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://indigenousrightsinternational.org/news-and-events/news-and-features/criminalising-rituals-and-traditional-occupations-the-struggle-of-ainu-in-japan-a-century-hence>
- (20) *Asahi Shimbun*. « Litigation for Indigenous title "A turning point" "If discussion is deepened". » 18 août 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.asahi.com/articles/ASN8K7D8GN8KIPE00Q.html>
- (21) Citizens' Alliance for the Examination of Ainu Policy, Ainu Information Center of the Japan Christian Church Hokkaido Branch, Council on Peace and Social Justice of the Catholic Church, Sapporo Branch, Peace Council of

- Hokkaido Ecumenical Organizations. « Statement on the Decision of the Municipalities Regarding Nuclear Waste Disposal Facilities. » 5 octobre 2020. <https://ainupolicy.jimdofree.com/>
- (22) Centre for Environmental and Minority Policy Studies (CemiPos), Citizens' Alliance for the Examination of Ainu Policy, Monbetsu Ainu Association, Sapporo Freedom School. « Submission to the UN Human Rights Committee at Geneva for the Periodic Review of Japan. » 2 décembre 2020. https://docs.google.com/document/d/1pMd_aZkUZlJrpAdcDXdleXlOoFQ7uEflQ0nbrL2rHxc/edit
- (23) Concernant la situation mouvante de la Covid-19 dans le département d'Okinawa, voir : « Data on COVID-19 in Okinawa Prefecture. » NHK (Nippon Hōsō Kyōkai). Consulté le 17 décembre 2020. <https://www3.nhk.or.jp/news/special/coronavirus/data/pref/okinawa.html>
- (24) *Yomiuri Shimbun*. « The number of the people infected in Okinawa per 100,000 population is higher than that of Tokyo... The first outbreak in Akita. » 8 août 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.yomiuri.co.jp/national/20200807-OYT1T50283/>
- (25) *Okinawa Times*. « Expansion of COVID-19 in Okinawa 'GoTo is one of the factors,' the Governor Tamaki: Call to tourists for their health care. » 24 août 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.okinawatimes.co.jp/articles/-/621005>; Tonaki, Morita. « Highest infection rate, government's 'man-made disaster': Clarified routes through GoTo and US military. » *Okinawa Times*. 20 août 2020.
- (26) Nirai Kanai nu Kai & Shimin Gaiko Centre. « Joint Statement » submitted to 13th Session of EMRIP/Pacific and Asia Virtual Regional Meeting. 1 décembre 2020. http://shimingaikou.org/wp-content/uploads/2020/12/the-Joint-Statement-by-Nirai-Kainu-nu-Kai_SGC.pdf
- (27) Handa, Shigeru. « People infected by COVID-19 in US military bases, arising in succession: 'Emergency' as no information provided with Japan. » *Gendai Business*. 30 mars 2020: <https://gendai.ismedia.jp/articles/-/71457>; *Okinawa Times*. « 72 confirmed cases, the highest number per day, at US military bases in Okinawa: All traveled from the oversea, confirmed as positive after the quarantine. » 1^{er} décembre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.okinawatimes.co.jp/articles/-/671595>
- (28) Handa, op. cit.; « 'Okinawa is a paradise': Shallow sense of danger among the military personnel. » *Okinawa Times*. 9 août 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.okinawatimes.co.jp/articles/-/614045> Certains pouvaient encore entrer sur le territoire en août sans passer de tests. See Tonaki, op. cit.
- (29) Nirai Kanai nu Kai & Shimin Gaiko Centre, op. cit.
- (30) *Ryukyu Shimpō*. « 2 years since the dirt dumped to Henoko, thinking about the military issues in Tokyo, 'the main island should direct their eyes to Okinawa. » 13 décembre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://ryukyushimpo.jp/news/entry-1240976.html>
- (31) *Ryukyu Shimpō*. « Concerns on Okinawan councils working on the retreat of 'Recommendations on Indigenous peoples': Researchers' organisation says, 'They promote human rights abuses'. » 8 novembre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://ryukyushimpo.jp/news/entry-1221805.html> La déclaration du Conseil Pan-Okinawan peut être téléchargée au lien suivant : <http://okinawahumanrights.blogspot.com/>
- (32) Par exemple, Hiroshi Nakachi. « Abe's era and Okinawa. » *Okinawa Times*. 8 septembre 2020; « Governor's view, 'self-torment historical view'. » *Okinawa Times*. 25 septembre 2020; Uchimi, Shozo. « Rondan: Thinking about local governments' resolutions, accept 'UN recommendations'. » *Ryukyu Shimpō*. 2 novembre 2020.
- (33) Okada, Shohei & Shinichi Fujiwara. « Restart of the Henoko construction stopped by COVID-19: The governor says, 'A huge regret'. » *Asahi Shimbun*. 12 juin 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.asahi.com/articles/ASN6D3SMRN6DTIPE002.html>
- (34) Le nouveau Premier Ministre Suga depuis septembre s'en tient à ce projet. Voir : Prime Minister's Office of Japan. « General Policy Speech by Prime Minister Suga at 203rd Diet session. » 26 octobre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. https://www.kantei.go.jp/jp/99_suga/statement/2020/1026shoshinhyomei.html
- (35) *Ryukyu Shimpō*. « Editorial: 2 years since the dirt dumped into Henoko, the construction should be stopped immediately. » 15 décembre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://ryukyushimpo.jp/editorial/entry-1241420.html>
- (36) *Ryukyu Shimpō*. « Sit-ins in Henoko for 6,000 days: Citizens' renewed resolution, continuing the protest. » 22 septembre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://ryukyushimpo.jp/news/entry-1195293.html> En juin 2019, l'un des chefs du mouvement de protestation, Yamashiro Hiroji, a reçu le prix de la Paix de la part de l'Association japonaise pour la recherche sur la paix.
- (37) Fin 2020, il y avait 9 cas au total entre le département d'Okinawa et le Japon.
- (38) *Asahi Shimbun*. « Editorial: Supreme Court ruling on Henoko project defies common sense. » 31 mars 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <http://www.asahi.com/ajw/articles/13259428>
- (39) NHK Web. « Henoko trial: Decision rejecting the claim of Okinawa Prefecture at Naha District Court. » 27 novembre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://www3.nhk.or.jp/news/html/20201127/k10012734841000.html>
- (40) *Okinawa Times*. « 'Unconditional acceptance that the national security is difficult' on the land without the bases: The youth who led the local referendum in Okinawa, 'I believe that the people in the main island will act. » 24 février 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.okinawatimes.co.jp/articles/-/538598>
- (41) *Asahi Shimbun*. « Henoko, 'pointed at Yamato,' Mr. Komesu of the petition. » 7 décembre 2018. Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.asahi.com/articles/ASLCY6SMSLCYUTIL04K.html>; *Mainichi Shimbun*. « Kunitachi City Assembly, 'Stop Henoko construction,' adopted the petitioned submission. » 26 juin 2019. Consulté le 17 décembre 2020. <https://mainichi.jp/articles/20190626/ddl/k13/010/004000c>
- (42) Committee for A New Proposal to Stop the New US Military Base Construction in Henoko. 2020. « Assemblies that adopted the petitions. » 2020.

<https://henokostopaction2017.p-kit.com/page481790.html>

(43) Ces vidéos YouTube videos peuvent être consultées à :

<https://www.youtube.com/channel/UC8Kxe-Wh3Baop2ui76xq5-Q>

(44) *Ryukyu Shimpo*. « 'Please see the current situation of Okinawa': 40 students at Okinawa International University, letters to the UN Secretary General. » 9 février 2020.

(45) Les dates du procès sont : 27 février (5^e), 30 juillet (6^e) et 19 novembre (7^e).

(46) Pour un panorama du processus en vue du procès sur les rétrocessions, voir : Uemura, Hideaki, Kihei Maekawa, Yasukatsu Matsushima. « Discriminations caused by the modern academics: Human remains issues of Ainu and Ryukyu, and international law. » in *Animated Discussions - Thinking About Ryukyu Independent: History, Education, Law, and Identity*, Edited by Yasukatsu Matsushima and Kihei Maekawa. Tokyo: Akashi Shoten (2020):151-157.

(47) *Ryukyu Shimpo*. « Kyoto University recognises its preservation of the old human remains from Motobu: Denial illegality and refusal of disclosure, repatriation trial. » 22 novembre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://ryukyushimpo.jp/news/entry-1229437.html>

(48) Nirai Kanai nu Kai & Shimin Gaiko Centre, op. cit.

(49) Nirai Kanai nu Kai & Shimin Gaiko Centre, op. cit. Sur cette question, la vidéo YouTube video est aussi disponible à : <https://www.youtube.com/watch?v=LMwabRhZ3jQ>

(50) Nirai Kanai nu Kai est une organisation okinawanne demandant la rétrocession et la réinhumation extérieure des restes des ancêtres dans leurs tombes originelles.

(51) Nirai Kanai nu Kai & Shimin Gaiko Centre, op. cit.; *Ryukyu Shimpo*. « A statement by Professor Matsushima at UN 'The university should repatriate Okinawan human remains': Criticism on robbery and response by researchers. » 2 décembre 2020. Consulté le 17 décembre 2020. <https://ryukyushimpo.jp/news/entry-1234870.html>

(52) *Okinawa Times*. « Solidarity of human rights, from Okinawa: Research assembly, first time in Okinawa. » 26 février 2020 ; *Ryukyu Shimpo*. « Social discrimination, work together: Ginowan, human rights enlightenment assembly, until today. » 27 février 2020.

(53) *Ryukyu Shimpo*. « Proposals for revitalisation of Okinawan languages. » 27 février 2020.

La Dr. **Kanako UZAWA** est une chercheure aïnoue, défenseuse des droits aïnous et membre de l'Association Rera à Tōkyō. Elle a récemment obtenu son doctorat à l'Université de l'Arctique de Norvège sur les expériences urbaines aïnoues dans le cadre de l'autochtonie diasporique, soulevant la question de ce que signifie être autochtone pour des personnes habitant en ville. Uzawa est également au comité de rédaction d'*AlterNative*, revue internationale des peuples autochtones d'Aotearoa, Nouvelle Zélande.

Jeff GAYMAN est professeur titulaire à l'école d'éducation et de recherche de la Faculté des médias et de la communication de l'Université de Hokkaidō. Ses recherches portent sur les questions d'autonomisation des aïnous dans les domaines de l'éducation. Il est engagé dans le soutien à la défense des droits des Aïnous depuis une décennie.

Fumiya NAGAI est doctorant au département d'Anthropologie de l'Université de Colombie britannique. Ses recherches se focalisent sur les droits humains des peuples autochtones. Il est également vice-président du Shimin gaiko Centre, une ONG internationale œuvrant pour les peuples autochtones du Japon et défendant leurs droits.

Source : IWGIA 2020 *The Indigenous World*

Traduit de l'anglais pour le GITPA par **Arnaud NANTA**, Directeur de Recherche au CNRS (IAO, Lyon), membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie